

# HISTOIRE D'UNE SCISSION :

## De l'AGEL-UNEF à l'AGEL Solidarité Etudiante

### La dérive corporatiste et les carences de l'UNEF

1989 marque une rupture dans la vision syndicale de l'UNEF. En effet, à l'occasion de son soixante-quatrième congrès à Toulouse la même année, c'est l'option du corporatisme qui l'emporte, le syndicat étudiant préférant s'attacher à des questions d'ordre matériel en éludant les problèmes de fond qui touchent l'Université. Déjà, l'AGEL avait dénoncé cette dérive corporatiste et s'en est depuis démarquée. Malgré les nombreuses tentatives de l'AGEL pour imprimer une marque plus syndicale à l'Union nationale des étudiants de France, celle-ci a préféré s'enliser dans son orientation réformiste, allant même jusqu'à abandonner, quelques temps après, le principe de transformation sociale.

L'UNEF, au cours de ces trois dernières années, s'est illustrée par son incapacité à prendre part aux luttes sociales et étudiantes. Si elle a connu quelques soubresauts de fierté syndicale, elle n'a jamais été en phase avec l'actualité, se contentant, par ailleurs, de s'aligner sur la social-démocratie de l'Unef-id. En tout état de cause, les carences de l'UNEF en matière d'analyse de la situation du paysage syndical étudiant, de la portée des réformes qui s'y appliquent ont mis en exergue tant sa pénurie de militants que son incapacité d'action.

En 1995/1996, lors du mouvement étudiant de novembre et décembre, les forces syndicales ont été complètement dépassées par la mobilisation. En effet, les tentatives de participation de l'Unef-id aux coordinations nationales étudiantes ont mis en évidence le décalage entre son orientation et la réalité du mouvement social. Ne pouvant arriver à ses fins, l'Unef-id a même tenté d'empêcher la tenue de la coordination de Censier. En ce qui concerne l'UNEF, s'il est vrai qu'une partie des AGE était partie prenante de la lutte, il n'en demeure pas moins que le congrès de Montpellier a mis un coup de frein à ces initiatives en privilégiant attentisme et mimétisme vis-à-vis de l'Unef-id.

Suite au mouvement étudiant, Bayrou a mis en place ses Etats généraux. Perçus dès leur annonce comme une véritable mascarade par l'immense majorité des étudiants mobilisés, ils sont cautionnés par l'UNEF qui « s'en empare » et accepte dès le départ la future réforme.

En 1996/1997, alors que nombre d'AGE dont celle de Limoges font campagne contre la réforme Bayrou et qu'un début de contestation touche les universités, l'UNEF s'abstient lors du vote au CNESER et ce, à l'encontre des décisions prises en collectif national (instance décisionnelle entre chaque congrès). C'est dans ce contexte que s'est tenu le congrès de Toulouse, confirmant l'absence d'orientations claires. Mais au-delà, c'est l'abandon du rôle du syndicat comme force de proposition et de contestation qui prévaut. La mode est maintenant, à l'UNEF, d'« être au service des étudiants » en faisant remplir des questionnaires pour savoir ce qu'il faut revendiquer.

Après les législatives et la victoire de la gauche plurielle du printemps 97, Allègre maintient la logique de privatisation de l'Université (commande des rapports Attali, Mérioux et Guillaume) et donne les délais de l'application de la réforme de son prédécesseur. L'UNEF, prise d'une fièvre militante, lance une grande campagne pour l'obtention du demi-tarif sur les transports en commun (alors que l'actualité est à la gratuité pour les chômeurs et les précaires) mais reste muette sur les réformes en cours.

Alors que le mouvement des sans papiers, commencé depuis le printemps prend une ampleur nationale, l'UNEF privilégie le silence à la prise de position. Même si elle inscrit dans sa plate-forme la régularisation des sans papiers (mais pas le droit de vote pour les immigrés), c'est pour satisfaire les velléités de sa frange la plus radicale. Aucune campagne dans ce sens ne verra le jour malgré du matériel clé-en-main fourni par l'AGE de Limoges.

Pendant l'hiver 1997/1998 et durant toute l'année suivante, les luttes sociales se multiplient (sans papiers, chômeurs et précaires, mouvement des enseignants de Seine-St-Denis...) mais l'UNEF reste absente de toute initiative. Même en ce qui concerne l'enseignement supérieur où les premiers effets de la réforme Bayrou se font ressentir (nouvelle organisation des études qui laisse beaucoup d'étudiants sur le carreau), l'UNEF ne prend

même pas la peine d'intervenir.

L'année 1998/1999 commence par un mouvement lycéen qui se développe en réaction au rapport Mérieux. Les syndicats étudiants essayent de l'encadrer: la FIDL (de l'Unef-id) coule le mouvement; l'UNEF fait une tentative, vite avortée, de créer un Syndicat Lycéen.

En novembre et décembre, un mouvement étudiant, contre la mise en place des réformes Allègre qui vise à la privatisation des universités, se développe dans une vingtaine de villes où la mobilisation est très forte. L'UNEF est totalement débordée et démontre son incapacité à s'informer, à analyser aussi bien les réformes que la mobilisation elle-même. Non seulement l'UNEF ne soutient pas le mouvement, mais en plus elle se fait remercier à la coordination du mouvement à Amiens. Pour la première fois, le mouvement étudiant se développe en marge des structures nationales traditionnelles, les sections locales syndicales devant alors pallier cette absence par la constitution d'une inter-syndicale.

L'UNEF s'étalonne sur les positions et l'attitude de l'Unef-id (par exemple avec la charte des stages) et adopte une attitude de négociation avec le gouvernement, s'excluant de fait du mouvement. L'UNEF s'impose ouvertement comme une structure d'accompagnement du ministère.

A partir de tout ceci, quelle implantation pour l'UNEF? Les syndicats se construisent traditionnellement sur les luttes qu'ils mènent et bien entendu lors des mouvements sociaux. L'UNEF ne déroge pas à ces règles. Si elle est sortie quelque peu renforcée du mouvement de 1995, elle ne cesse, depuis, de perdre de son ampleur. Un seul exemple suffit à illustrer l'échec de son orientation: à l'issue du congrès de Toulouse en 1997, une partie de l'AGE de la même ville choisi de quitter l'UNEF et, en un an, ce sont six ou sept AGE qui disparaissent ou rejoignent SUD. Il en est de même en terme d'adhérents. D'après les différentes déclarations du Bureau national, on peut estimer à un tiers la baisse des effectifs de l'UNEF. En terme d'implantation électorale, le syndicat ne représente plus que 12% des étudiants votants et accuse un net recul en ce qui concerne la représentativité dans les conseils. Seules les AGE de l'UNEF qui mènent une véritable action syndicale (en opposition à celle de la direction nationale) maintiennent ou améliorent leur implantation.

## Présentation de l'AGEL

Interlocuteur incontournable et crédible de la vie universitaire sur Limoges et le Limousin, l'AGEL (Association Générale des Etudiants de Limoges) est, depuis sa création en 1921, le syndicat étudiant majoritaire sur toute l'académie. Reconnue d'utilité publique en 1927, l'AGEL était affiliée à l'UNEF (Union Nationale des Etudiants de France, dite Solidarité Étudiante) depuis sa création. A la différence d'organisations politiquement correctes et donc plus médiatiques, l'AGEL n'a jamais eu les faveurs de l'administration. Indépendante de tout lobby ou parti politique, elle peut, de fait, défendre au mieux les intérêts physiques ou moraux des étudiants. Loin du clientélisme pratiqué par bon nombre d'organisations, telles que l'Unef-id, l'AGEL est proprement et réellement syndicale. Autrement dit, elle aide et défend tous les étudiants sans distinction sociale, culturelle ou géographique.

L'AGEL prend une part active aux luttes, qu'elles se déroulent au sein-même de l'université ou à l'extérieur. Lors du mouvement étudiant de novembre et décembre 95, l'AGEL en tant que structure s'est mis entièrement à disposition du mouvement et en est donc ressortie très renforcée. De même l'AGEL a impulsé plusieurs mobilisations contre l'application de la réforme Bayrou au niveau local. Et au mois de décembre dernier l'AGEL a appelé les étudiants à se mobiliser contre les réformes engagées par le ministère, c'est à dire le 3/5/8, le projet de lois sur l'innovation, le plan Université du Troisième Millénaire. Cette mobilisation a battu son plein pendant le mois de décembre avec des assemblées générales regroupant près de la moitié des étudiants en Sciences, Lettres et Sciences Humaines et Droit.

L'AGEL est aussi présente sur les luttes se développant hors de l'université: l'AGEL fut une des organisations à l'origine du mouvement pour la régularisation de tous les sans-papiers à Limoges. De même, elle a apporté un soutien actif au mouvement des chômeurs. Elle mène aussi plusieurs campagnes: défense des étudiants étrangers, pour la libre circulation, contre le fascisme.

## Pourquoi nous nous battons

### • Impulser la transformation sociale

Se battre pour la gratuité et l'égalité entre tous les étudiants, c'est vouloir changer la société dans laquelle

nous vivons, où le capitalisme est roi, où les pauvres sont toujours plus pauvres et les riches toujours plus riches. A notre niveau, et parce que l'université n'est qu'un reflet d'une partie de la société, nous tentons d'imposer la vision du monde que nous voulons, égalitaire et solidaire. C'est pour cela, que l'AGEL se battra toujours pour l'émancipation sociale des opprimés et des laissés pour compte.

#### • Défendre le service public et l'enseignement supérieur

Pour cela, nous devons lutter pour que nos conditions d'études s'améliorent, pour que les discriminations sociales et raciales soient rejetées, pour que le caractère national des diplômes soit reconnu (nous ne saurions que faire d'un diplôme local sponsorisé par une entreprise ou une collectivité locale), pour que l'aide sociale permette un meilleur accès à l'enseignement supérieur.

Quel avenir pour les diplômés, les formations, la recherche ? Difficile de répondre lorsque l'enseignement supérieur est attaqué de toutes parts : financements, réformes...

L'université subit chaque année le désengagement financier de l'Etat et la régionalisation, ce qui entraîne un enseignement à deux vitesses puisqu'une région pauvre comme le Limousin pourra difficilement fournir un encadrement pédagogique de la même qualité qu'une région riche. Le financement par des fonds publics de facs privées va à l'encontre de ce que nous revendiquons.

L'aide sociale est au cœur de nos revendications. Seule une aide égalitaire peut être synonyme de démocratisation de l'enseignement. Un revenu étudiant tel que nous le concevons, la Garantie Sociale d'Etudes, devrait permettre à l'étudiant de se loger, de vivre décemment, d'avoir accès à la vie culturelle et de poursuivre ses études sans devoir se salarier. Montrons au gouvernement que l'éducation ne lui appartient pas et travaillons dès aujourd'hui à lui montrer celle que nous voulons.

#### • Lutter contre le fascisme, le racisme et le sexisme

Parce que nous ne voulons pas d'une université abandonnée aux fascistes, où les racistes font la loi, tabassent les militants anti-racistes et les syndicalistes, et où les révisionnistes font leur lit, nous nous battons toujours pour ne pas céder une parcelle de terrain aux ennemis de la liberté. De même, nous luttons pour l'égalité entre étudiants français et étrangers, lesquels sont confrontés aux circulaires et lois discriminatoires, pour la régularisation de tous les sans papiers et revendiquons la liberté de circulation et d'installation de tous.

### L'implantation de l'AGEL ?

L'AGEL gère des services coopératifs, de cafétéria et de papeterie-photocopie de façon non commerciale. Ils sont une institution dans la vie universitaire à Limoges : ce sont plus de quatre mille coopérateurs en fin d'année (sur 14000 étudiants à l'université) et quatre succursales sur les différents campus.

Aux dernières élections générales de l'université (conseils centraux et d'UFR), les listes Solidarité Etudiante de l'AGEL remportent 31 sièges sur les 93 que compte la représentation étudiante de l'Université. L'AGEL remporte 11 sièges sur 29 au sein des conseils centraux, l'Unef-id 9, la Corpo 6 et l'UNI 3. L'AGEL aurait pu espérer plus d'élus, mais le mode de calcul des sièges lui a été particulièrement défavorable. Par exemple, alors que l'AGEL a plus de 2 fois le nombre de voix de l'Unef-id en lettres, le mode de calcul octroie un siège à chaque organisation au conseil d'administration. L'AGEL représente 3 élus sur 13 en droit, 6 sur 10 en lettres et sciences humaines, 4 sur 8 en sciences, 3 sur cinq à l'ENSIL, 3 sur 9 à l'IUT.

L'AGEL est donc le syndicat majoritaire sur l'académie de Limoges et ce malgré les descentes régulières (et massives lors des élections) des membres du bureau national de l'Unef-id.

### Les raisons d'une scission

Depuis plus de dix ans, l'AGEL se bat dans l'UNEF pour imposer une ligne syndicale claire. Représentée pendant longtemps au bureau national, l'AGEL n'a cessé de présenter l'état de ses réflexions avec par exemple le Revenu Minimum Etudiant puis la Garantie Sociale d'Etudes, qui constitue une autre vision de l'aide sociale. Toutes les propositions de Limoges furent toujours rejetées et ce, sans même en débattre.

L'AGEL représente les meilleurs résultats électoraux de toutes les AGE de l'UNEF (par exemple lors des élections au CROUS de 96, nous avons le meilleur pourcentage de voix de toutes les listes de tous les CROUS et 5 élus sur 7). Malgré cela et malgré la compétence reconnue des élus de l'AGEL, nous n'avons jamais eu de place éligible lors des élections au CNOUS et au CNESER sur les listes UNEF. Cette situation et nos divergences nous ont même amené à ne pas voter UNEF lors des dernières élections au CNOUS et au CNESER.

De même les mandats, issus des différents congrès ne furent jamais respectés par la direction nationale. Par

exemple, le 78ème congrès de Toulouse s'était prononcé pour une campagne d'ampleur à propos des étudiants étrangers, et malgré notre matériel fourni clé-en-main, elle n'a jamais vu le jour.

De plus, nous étions les premiers à impulser une réflexion sur le mutualisme et la MNEF. Cette réflexion n'a jamais eu lieu et la direction nationale a décidé de faire liste commune avec l'Unef-id (à l'origine, entre autres, du scandale de la MNEF), en catimini et sans consultation des instances démocratiques, allant à l'encontre d'une large majorité de ses adhérents.

Lors du mouvement de décembre 98 contre les réformes allègre, la direction nationale a même bloqué la mobilisation, alors que nombre de sections locales s'y investissaient. L'AGEL, lors des réunions nationales de l'UNEF, a défendu les positions des étudiants en lutte et malgré cela, l'UNEF n'a pas condamné les réformes engagées par le ministre de l'Education nationale.

La réunification de l'UNEF et de l'Unef-id, et peut-être même de la FAGE, est en marche. La présidente de l'UNEF, Karine Delpas, a confirmé, pendant le 79ème congrès du syndicat à Pantin, les craintes partagées par une bonne partie des adhérents : « le temps est venu d'aller plus loin et de créer une nouvelle structure, un nouveau syndicat rassembleur qui ne soit pas une simple addition d'appareils, conception ancienne et étriquée, mais une véritable organisation moderne, répondant aux nouveaux besoins et à la nouvelle population de l'université de masse ». En tout état de cause, il s'agit d'une réunification syndicale par le haut, excluant toute plate-forme commune et passant outre certaines décisions prises lors du dernier congrès. L'AGEL ne peut tolérer ce déni de démocratie. Elle ne peut pas non plus cautionner cette alliance contre-nature qui fait fi des situations locales et signifie la mort d'un syndicalisme étudiant, de lutte et de transformation sociale.

Lors de son congrès local tenu le week-end des 20 et 21 mars, l'AGEL a redéfini ses orientations pour les deux années à venir (cf plateforme syndicale de l'AGEL). **C'est aussi lors de ce congrès que l'AGEL, à l'unanimité, a décidé de se désaffilier de l'UNEF. Nous livrons ici le texte que la délégation de Limoges a lu au dernier congrès de l'Union Nationale des Etudiants de France avant de quitter définitivement la salle :**

### **POUR UN VRAI SYNDICALISME**

*Notre conception du syndicalisme nous pousse à réaffirmer quelques principes et par là-même à redéfinir notre vision de l'Université. Elle doit rester un lieu de création et de transmission du savoir. En conséquence, nous combattons toute logique de privatisation de l'enseignement supérieur et reposons les principes d'une université laïque, gratuite et ouverte à tous.*

*Les récents assauts d'Allègre et de ses acolytes ne font que confirmer la logique libérale qui touche l'université depuis plus de vingt ans. Cependant, il ne faut pas restreindre ces attaques au seul monde étudiant. Il s'agit pour nous de prendre en compte les problèmes de fond et de les analyser de façon globale.*

*Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons plus nous contenter de la définition de l'étudiant proposée dans la charte de Grenoble. En effet, la notion de jeune travailleur intellectuel, si elle a été juste pendant un temps, néglige aujourd'hui l'évolution sociale et économique de la société capitaliste. Balayons dès à présent l'idée d'un retour possible au plein-emploi : le chômage est une aubaine pour les boursicoteurs et les patrons en tout genre. Il constitue un formidable moyen de pression qui permet d'accroître, à la fois la précarisation d'une bonne partie de la population et de rogner allègrement sur le droit du travail. Nous ne sommes pas les seuls à prendre en compte cette évolution. Le mouvement des chômeurs et précaires de l'hiver 1997 l'a bien démontré en revendiquant un revenu garanti avec ou sans emploi.*

*Il semble à présent plus à propos de parler de l'étudiant comme un acteur social en quête d'émancipation culturelle déconnectée d'une finalité d'emploi. En ce sens, le rôle de l'université n'est pas de fournir de la main-d'œuvre taillable et corvéable à merci aux entreprises. Et que l'on ne vienne pas nous dire que le chômage est du à une mauvaise formation. C'est le système capitaliste qui est responsable de la misère et qui l'entretient !*

*Le rôle d'un syndicat de transformation sociale digne de ce nom est d'être le moteur du mouvement social, de favoriser son émergence selon les principes de démocratie directe et d'auto-organisation des luttes, de se mettre à son service.*

*Pour toutes ces raisons, nous ne nous reconnaissons plus dans l'Union Nationale des Etudiants de France. En effet, depuis trop longtemps, elle est non seulement totalement absente des luttes étudiantes mais en plus, elle est devenu un frein à toute initiative. Comme le disait Carine Seiler, présidente de l'Unef-id, dans un récent numéro du Monde, l'essentiel des différences entre l'UNEF et l'Unef-id a disparu. Il ne faut donc pas s'étonner du manque d'organisation et de mobilisation des étudiants. Comment un syndicat peut-il se targuer de représenter les étudiants quand celui-ci n'est pas capable de se mobiliser contre la privatisation annoncée de*